

Un Brexit aurait des conséquences majeures pour les agriculteurs britanniques... et aussi pour la PAC

18 novembre 2015

Alors que les citoyens britanniques auront à s'exprimer prochainement par voie référendaire sur leur souhait de voir le Royaume-Uni rester ou non membre de l'UE, une [étude](#) publiée par *Agra Europe* prédit des effets majeurs d'un Brexit sur l'agriculture du pays, et plus largement sur la PAC.

Avec une sortie de l'UE, les agriculteurs britanniques ne seraient plus éligibles aux subventions de la PAC. Malgré la mise en place probable d'un système d'aides nationales, les auteurs estiment, sur la base des analyses publiées par le gouvernement, que l'enveloppe annuelle des aides destinées aux agriculteurs passerait de 5,5 milliards à 1,5 milliard d'euros environ. Le rapport conclut que seules 10 % des exploitations britanniques seraient en mesure de survivre à un tel choc, en raison de la forte dépendance aux aides européennes, mais aussi de la baisse du prix du foncier qui s'ensuivrait. Les agriculteurs écossais seraient les plus affectés, ce qui pourrait contribuer à nourrir les tensions indépendantistes.

Le Brexit aurait aussi pour conséquence de rendre plus difficile le commerce de produits agroalimentaires avec les pays de l'UE. Or l'agriculture britannique est fortement dépendante des marchés communautaires. Dans la mesure où l'Irlande et les Pays-Bas ont de forts intérêts dans l'export vers le Royaume-Uni, un accord de libre-échange pourrait être négocié, mais les auteurs jugent que cela prendrait plusieurs années. L'incertitude engendrée serait susceptible de détourner les investissements privés, alors même que le pays accueille aujourd'hui plus de sièges de multinationales agroalimentaires que l'Allemagne, la France, la Suisse et les Pays-Bas réunis.

Enfin, la sortie du Royaume-Uni de l'UE aurait des effets sur la PAC. Sur le plan budgétaire, elle représenterait un coût pour les 27 autres États membres puisque la contribution nette du Royaume-Uni s'élève actuellement à 12 % du budget total. Sur le plan politique, un Conseil des ministres qui ne comprendrait plus le Royaume-Uni serait susceptible, selon les auteurs, d'affaiblir le camp des pays libéraux qui a poussé historiquement en faveur d'une orientation de la PAC vers le marché.

Alexandre Martin, Centre d'études et de prospective

Sources : [The Guardian](#), [Agra Europe](#)